Des dynamiques culturelles instituant De « l'écologie d'intention » à « l'écologie d'invention »

Alice Canabate

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ere/1528>

DOI : 10.4000/ere.1528

ISSN : 2561-2271

Éditeur

Centr'ERE

Référence électronique

Alice Canabate, « Des dynamiques culturelles instituant De « l'écologie d'intention » à « l'écologie d'invention » », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 9 | 2011, mis en ligne le 20 décembre 2011, consulté le 21 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ere/1528> ; DOI : 10.4000/ere.1528

Des dynamiques culturelles instituant De « l'écologie d'intention » à « l'écologie d'invention »

Alice Canabate

- 1 En dénonçant la nocivité du modèle de développement dominant, l'écologisme a toujours proposé un projet de société caractérisé par ses dimensions idéologique, politique et surtout critique. Critique, car les enjeux écologiques qui doivent être envisagés dans une vision du monde globale concernent des dysfonctions que le politique ignore ou feint d'ignorer. En s'opposant structurellement aux impératifs de productivité maximale et donc à la raison instrumentale du capitalisme, l'écologie tente en fait de créer sa rationalité propre. Il s'est donc toujours agi – sur la base de cette opposition épistémique entre rationalité écologique et rationalité économique – d'opérer une sorte de reconsidération de l'important et du nécessaire, et d'insuffler une redéfinition hiérarchique. Le milieu associatif de protection de la nature est traditionnellement conçu comme l'un des pôles majeurs d'actions contestataires et comme l'un des principaux foyers d'impulsion visant cette *ré-éducation* des cadres de pensée.
- 2 Or, les associations de protection de la nature n'ont pas toutes été créées, tel qu'on veut bien le dire aujourd'hui, depuis la date politique et institutionnelle de la Conférence de Rio. Certaines d'entre elles ont été créées bien avant que la question environnementale ne devienne un objet de « l'industrie culturelle », et précisément dans la lignée revendicatrice de l'écologisme. Elles font maintenant l'objet de débats dans la mesure où ces associations sont aujourd'hui en France souvent perçues comme les instigatrices d'une forme d'aplatissement de la pensée et des revendications écologistes. En dépit d'une ambiguïté manifeste, certaines d'entre elles sont en effet devenues de véritables organes-conseils impliqués dans les politiques publiques environnementales. Le dispositif participatif actuel a ainsi permis à certaines associations de protection de la

nature de bénéficier d'une promotion d'État et d'acquérir une posture institutionnelle sans précédent. Mais cette promotion associative inédite n'a-t-elle pas permis également à un autre type d'engagement d'éclore et à un autre type d'action d'émerger ?

- 3 Nous montrerons en effet – sur la base d'une recherche conduite en France entre 2004 et 2010 concernant les visions du monde des dirigeants des associations majeures de protection de la nature et plus spécifiquement, sur la base des entretiens que nous avons réalisés avec eux – que, si cette nouvelle situation a de fait *visiblement* tiédi la consistance initiale du projet écologiste, ces associations ont également, et notamment par l'aspect médiatique de leur figure dirigeante, acquis une position permettant de créer un nouveau mode d'influence sociale. Car, si le récit écologiste a été accaparé et jugulé en partie par les institutions majeures de l'État, se trouvant par là même marqué du sceau de sa rationalité, la « weltanschauung [vision du monde] totale dans le temps et l'espace (qui) contient une visée politique et veut transformer la société dans son ensemble » (Bozonnet, 2007, p. 317) n'en a pas moins, dans le même temps, également pénétré les sphères politiques. En d'autres termes, les dirigeants actuels de ces structures majeures, en même temps que traditionnels porte-paroles civils, sont devenus de vrais *conseillers du roi*. Or, ce positionnement neuf, aussi ambigu soit-il, mérite, pour sa capacité créative et ses effets positifs, qu'on lui porte intérêt. Nous montrerons que les nouvelles stratégies de communication qu'il engendre, induites par des intentions d'ordre affectif, mais fondamentalement porteuses de contenus politiques, génèrent un type d'agir qu'il est alors possible d'impulser depuis l'intérieur et conformément à un certain « désir de faire » pédagogique. Nous prendrons l'exemple de deux des dirigeants les plus médiatiquement connus en France qui, grâce à l'aspect conjoint de leur notoriété et de leur positionnement institutionnel inédit, ont mis en évidence un aspect autre de la nature, éveillant les consciences à une *esthétique* propre à *instituer* un autre type d'appui à leurs discours et à leurs revendications.

De la forme associative politique et de ses dirigeants

- 4 Le monde associatif français de protection de la nature a un aspect polynucléaire et hybride. Il connaît une grande malléabilité définitionnelle et une quasi impossibilité de quantification. Pourtant, parmi ce flou, s'est imposée dans ce contexte d'institutionnalisation de l'environnement une sorte de « centre de pouvoir » associatif. Une conjonction de stratégies de pouvoir a en effet permis de faire clairement émerger un nombre restreint d'associations comme étant celles qui portent *effectivement* et surtout *visiblement* le projet environnemental civil. Ainsi, cette forme *associative politique*, très liée à l'agir institutionnel, a fait émerger dans l'espace public une constellation neuve de décideurs sur les questions écologiques. Constellation faible au regard du nombre d'associations qui existe, mais qui revêt pourtant les particularités de ce que Serge Moscovici (1979) avait déjà proposé pour désigner ces groupes restreints, actifs et idéologiquement cohérents, capables d'entraîner des conflits ou des changements dans leur société d'appartenance, en créant le concept de « minorité active ». Au demeurant, avec la tenue du Grenelle de l'environnement en 2007, cette « minorité active » s'est imposée comme porte-parole des questions environnementales en France et a connu un aval institutionnel inédit.

- 5 En effet, il y a véritablement eu en France surgissement de représentants de la société civile dans le débat politique pré-électoral. Cette place consultative conquise dans et lors de l'élaboration d'un Grenelle de l'Environnement « historique » peut ici faire penser à la notion du temps Grec, du « kairos », c'est-à-dire le temps de l'occasion opportune, de la circonstance saisie, le bon moment en somme pour agir. Cette métaphore semble d'autant plus éloquente que le « kairos » désigne plus précisément le moment où il faut attirer l'attention des auditeurs pour accomplir un retournement de persuasion – un peu à l'instar de la prise de position inattendue de Nicolas Hulot dans le débat préprésidentiel français de 2006. « Kairos » également, car il n'y a, en outre, aucune linéarité observable dans ce phénomène. Rien ne laissait présager, en effet, avant la création du collectif associatif de « l'Alliance pour la Planète », – hormis un contexte social et médiatique propices à la mise en exergue d'une crainte des dégénérescences d'ordre environnemental – que le monde associatif de protection de la nature prendrait une place de cette importance, et cela même en dépit des dissensions internes qu'il a connues. Dans ce contexte, il y a donc eu, pour le milieu associatif de protection de la nature, acquisition d'une nouvelle légitimité dans les affaires politiques et sociales. Le Grenelle de l'environnement, réalisé dans un contexte postprésidentiel et donc éminemment politique, a ainsi, pourrait-on dire, achevé de consacrer la légitimité para-politique d'une dizaine d'associations alors propulsées, créditées et légitimées comme majeures dans la préservation de l'environnement, instituant de ce fait une sorte d'élitisme associatif. Élitisme en ce que ces associations ne sont pas véritablement représentatives de la totalité de l'action civile – ces dernières ayant d'ailleurs souvent plus de réalité symbolique que concrète – mais sont pourtant celles qui sont consultées et écoutées par les organes d'État.
- 6 Les associations qui ont été ainsi promues sont historiquement souvent connues ou reconnues et fondent leur légitimité, la plupart du temps, sur la présence d'une personnalité médiatiquement visible. Le pouvoir, la représentativité et la visibilité même de ces associations sont fondés sur des historiques de pouvoirs intimement liés à la position médiatique de leurs leaders. Citons à titre d'exemples Hubert Reeves, éminent astrophysicien et président de la ligue ROC, Alain Bougrain-Dubourg, journaliste écologique de renom et président de la Ligue de la Protection des Oiseaux, Nicolas Hulot, reporter et journaliste excessivement médiatisé et président de la Fondation Nicolas Hulot ou encore, plus récemment, Yann Arthus Bertrand, photographe-reporter connu à l'international, président de l'association Good Planet. Ce phénomène français est intéressant en ce que les origines professionnelles de ces dirigeants ne laissaient initialement pas présager d'une telle implication dans la lutte pour la protection de la planète. Néanmoins, leurs engagements, de nature profondément affective, les ont amenés à stimuler la sensibilisation du public – souvent par des médias visuels, voire télévisuels – à la nécessité de protéger la nature et de respecter ses beautés. Il nous semble opportun de questionner ce nouveau phénomène impulsé par ces associations et ces dirigeants fortement institutionnalisés, car il est incontestablement partie prenante d'une forme d'*industrie culturelle verte*. Il parvient pourtant, par une diffusion large et une médiatisation de grande ampleur, à générer un nouveau rapport éthique et esthétique à l'environnement.
- 7 Revenons un instant, pour mieux comprendre le phénomène que nous souhaitons exposer, à la question de l'*intention* inhérente à tout agir subjectif. En effet, tout *agir* a un palier intentionnel. Cette raison agissante est relative à ce que Ferdinand Tönnies

nomme la « volonté réfléchie », soit celle qui part d'une pensée contenant elle-même la volonté. Une volonté présentant un « tout cohérent où les sentiments, les tendances et les désirs, si divers soient-ils, ont leur unité » (Tönnies, 1944, p. 125), c'est-à-dire l'idée selon laquelle la volonté est considérée comme une cause ou comme une disposition de l'activité, comme type de rationalité d'action, et est par conséquent fortement liée à la conduite d'un individu. Cette volonté est induite en partie par un état affectif, par ce que Ferdinand Tönnies nomme « une humeur », mais également par des représentations, des opinions et des illusions déterminantes. En somme : « par ce que nous désignons communément par sentiments, et qui semble donner en même temps la direction de l'action et la manière d'agir » (*ibid.*, p. 126). C'est donc tout le rapport à l'intention préliminaire de l'action, au fondement primordial et subjectif de la construction de l'objectif que nous souhaitons en premier lieu mettre en lumière. Il s'agit de ce que Ferdinand Tönnies nomme « l'aspiration », en ce qu'elle domine même la volonté réfléchie et qu'elle est fondée sur les ressentis du sujet afin de comprendre et saisir les réalités environnantes. Paul Ricoeur (1978), relativement à ce « désir de faire », parle justement d'une *intention* primordiale et chronologiquement première. Or, lorsque ce « désir de faire » entre dans une justification ou dans une stratégie, il devient raison *agissante*. Ce *pouvoir faire* compromet l'individu et l'implique activement, de manière à ce que les frontières entre sa mobilisation, son engagement, son action et lui-même soient difficilement repérables.

- 8 Cet aspect est primordial pour saisir l'implication à la cause ou le *motif* d'engagement ainsi que les types de rationalité d'action de ces dirigeants associatifs. En effet, tout rapport social inclut une part de pensée, de représentations. Et ces représentations ne sont pas seulement la forme que revêt ce rapport pour la conscience, mais font partie de son contenu. De ce fait, « loin d'être une instance séparée des rapports sociaux, d'être leur apparence, leur reflet déformé-déformant dans la conscience sociale, elles sont une part des rapports sociaux que ceux-ci commencent à former » (Godelier, 1984, p. 172). Cette formation se fait selon les *nécessités historiques*, c'est-à-dire que les rapports entre le pensable et l'impensable, le faisable et l'infaisable, se situent bien évidemment dans un contexte structurel et historique donné. Ainsi, toute action sociale débute avant tout dans des sphères que la pensée et l'envie composent. Mais alors, quelles envies et quelles pensées s'imposent dans les visions du monde de ces dirigeants associatifs de protection de la nature ?

Réveil des consciences et éducation transitionnelle

- 9 Nos recherches nous ont porté à constater que les positions de ces dirigeants associatifs – pour lesquels nous utiliserons ici, quand nous rapporterons leur parole, des noms d'emprunt pour des raisons d'anonymat – n'étaient ni radicales ni anarchiques. Ni leurs discours ni leurs visions du monde ne font l'apologie d'un renversement total de direction sociale. Nous en retraçons les quelques lignes de force principales afin de mieux saisir les tenants de leurs visions du monde et de leurs intentions primordiales, et *in extenso*, de leur possible action politique. Il leur est apparu crucial d'impulser une sorte de « révolution culturelle », d'engager un véritable « réveil des consciences ».

Il faut intégrer thématiquement la réflexion environnementale dans toutes les décisions économiques, stratégiques, politiques, et réfléchir aux conséquences et aux meilleurs choix possible. Avant toute prise de décision, il faut que soit étudiée l'incidence d'un choix sur l'environnement, il faut vraiment que ça soit en

permanence dans nos réflexions ! (...) moi j'aimerais qu'on ait le courage de remettre en cause un certain nombre de certitudes qui n'en sont pas... ! (Mme Iota)
Je pense que l'enjeu de demain pour la société est l'implication citoyenne. Je pense qu'on est à un moment charnière de l'humanité, à un point d'équilibre qui va repartir à nouveau à cause de la crise écologique à laquelle est confronté l'ensemble de l'humanité. (...) Et c'est ce dialogue qui doit permettre de créer des compromis avec la société du moment. (M. Dzêta)

- 10 Il s'agissait ainsi, dans leurs discours, de générer une sorte de réadaptation de la pensée, de réunir les conditions permettant la conjugaison des réalités sociales et des impératifs que la contingence environnementale produit et impose même, comme l'un d'entre eux l'a parfaitement signifié :

Il y a une sensibilisation du grand public à une crise écologique et humaine, mais qui n'est pas forcément assortie d'une réflexion globale. Il faut impulser une réflexion de fond sur le modèle de société dans lequel on vit, sur le sens qu'il a, sur sa réalité et sur la nécessité de le remettre en question. (M. Thêta).

- 11 Dans un premier temps, leurs positions n'ont pas révélé de volonté révolutionnaire au sens strict, mais davantage l'établissement d'accommodements partiels permettant une refonte du social dans un sens jugé plus adéquat. Nous avons en effet constaté que, sans être dans une radicalité extrême ni dans un discours idéologique et politique des plus catastrophistes, le discours de ces dirigeants associatifs rejoignait en partie une volonté de rééquilibrage et de recherche d'une direction sociale plus éthique :

Il faut qu'il y ait un rééquilibrage. J'ai une vision un peu idéale d'une sorte de trente glorieuses d'une morale humaniste planétaire où probablement on aura dépassé le côté hyper matérialisé, où on mettra plus de valeurs au centre de nos vies. C'est ce à quoi on doit travailler. (M. Lambda)

- 12 Leurs propos ont ainsi mis en lumière un véritable désir d'éduquer le regard citoyen à de nouveaux rapports à la nature et d'approcher ce qu'ils considèrent être l'essentiel :

Il faut déplorer la société de l'amasement. De toute façon, nous allons entrer dans une société du rationnement (...). Il est temps d'avoir une vision et une gouvernance planétaire et de mettre l'Homme et son bien-vivre en son cœur ; de toute façon, l'écologie n'a pas de frontière. Il faut imaginer une diplomatie humaine sinon le monde disparaîtra ! (M. Upsilon)

- 13 Ce « rappel de bon sens » s'est également révélé nécessaire dans la mesure où ces dirigeants associatifs considèrent que la société paralyse et pétrifie le social dans toutes ses dimensions. Leur définition de la société actuelle a fréquemment endossé les atours d'une figure d'inconscience dangereuse et schizophrénique. Et pourtant, ils ont à la fois exposé l'urgence d'une nouvelle conscience environnementale et la difficulté de la rendre effective :

Il faut que les choses changent et ce n'est pas juste en éteignant les lumières 5 minutes qu'on va y arriver, donc il faudrait aller plus loin ! Un sondage sur le réchauffement climatique démontrait que 58 % des gens considèrent que c'est vraiment un problème prioritaire, donc c'est vraiment quelque chose qui est en train de devenir de plus en plus important. Je pense que les Français ont envie de se mobiliser, mais qu'ils ne voient pas les solutions. Ils se disent bien qu'il y a un vrai problème, mais de là à savoir sur quoi agir et avoir conscience que cela concerne chacun d'entre nous, c'est autre chose... (Mme Delta).

Vous savez, cette société est schizophrène ; elle est aussi endormie, éteinte. Oui c'est ça, un grand endormissement. Ce sont les conséquences de la démocratie vue par Tocqueville, c'est-à-dire cette espèce de noyade dans des biens matériels qui nous feraient perdre notre volonté de puissance, alors qu'il y a des choses

infiniment plus importantes pour lesquelles il faut se battre. C'est urgent de les réapprendre ! (M. Alpha).

- 14 Force nous a été de constater, dans leurs visions du monde, des volontés importantes de reconquête de sens et de refonte du social, même s'il semblait prévaloir, à l'inverse d'une *tabula rasa*, une volonté partagée de concevoir la situation de la société dans des termes transitionnels. Une transition pédagogique est d'autant plus nécessaire que la société a jusqu'ici été présentée comme étant déconnectée de la réalité.

La mobilisation est trop faible ; il faut la développer. Il faut inclure de la pédagogie, cela permet une implication plus intelligente. Elle est trop faible aujourd'hui du fait du balancier sociologique : les gens sont devant leur téléviseur et, en plus, on leur explique qu'on est très bien tout seul chez soi. Il y a aussi un problème de culture, car on est sur une base de décharge et de manque de responsabilité. (Mr Dzêta)

- 15 Par ailleurs, nous avons constaté que cette mise en lumière de la perte de vue de la réalité permettait aux dirigeants associatifs de justifier la nature de leurs engagements et, surtout, de considérer que la charge de sa redécouverte leur en incombait.

À l'usage, on s'aperçoit qu'on mobilise tout le temps les 10 % de gens qui se définissent comme écolos, donc ça permet de se reposer sur une « assise citoyenne », on va dire. Mais ça ne doit pas être une fin en soi. Je ne vais pas réhabiliter la notion « d'avant-garde », mais je pense qu'on ne peut pas s'appuyer seulement sur ça – ce qui a été un peu la campagne du Ministère de l'écologie pendant la campagne d'éducation à l'environnement en pensant que le simple fait d'informer l'opinion publique allait modifier la donne. Non, notre rôle se situe justement ici dans cette généralisation de l'information. (M. Bêta)

Pour moi, une mobilisation citoyenne dans une vraie démocratie, ce sont des citoyens de plus en plus éclairés, de plus en plus conscients, de plus en plus autonomes, et qui, du coup, ont de plus en plus de pouvoir pour créer leur place dans la société, leurs activités, leur environnement. Et ce n'est pas forcément le cas aujourd'hui. Donc, je pense que, sur cette sensibilisation, sur cette nouvelle éducation à l'environnement, nous, les associations, on a précisément un rôle à jouer. (M. Thêta)

- 16 Ils ont ainsi fréquemment manifesté le besoin d'insuffler, par les avantages associés à leur position, les conditions d'une situation meilleure. Le *meilleur* correspond à cette vision que la société est pétrifiée et apathique aussi longtemps qu'elle n'est pas reconquise, aussi longtemps que ses paradoxes ne sont pas levés.

On manque complètement de visionnaires, de gens qui proposeraient une gouvernance courageuse. Après, bien sûr, je côtoie les politiques : on est tous courtisés par les politiques. J'en croise souvent, mais je ne me fais pas du tout d'illusions sur ce que l'on peut faire. Moi, je me sers des hommes politiques pour travailler et je veux bien croire à leurs convictions, mais ils sont aussi prisonniers d'un tel système. Il faut aller au-delà. (M. Kappa)

Le niveau de sensibilisation n'est clairement pas suffisant, mais l'intérêt c'est qu'il y a maintenant, au plus haut niveau de l'État, une sorte de révolution culturelle qui est en marche et il faut que ça percole ensuite partout et, pour ça, c'est sûr qu'il vaut mieux pour nous avoir quelques hommes politiques convaincus. (M. Dzêta)

- 17 De nombreux fragments de leurs discours ont exposé des éléments certes ambigus – le premier d'entre eux concernant la cohabitation de volontés fortes d'action teintées d'un fatalisme apparent. Mais une analyse plus fine de ce positionnement en partie désenchanté nous permet d'entrevoir les conséquences positives. Il s'est tout à la fois inscrit comme moteur d'indignation et comme générateur d'action.

Des logiques de transformation du système

18 En effet, ce n'est pas parce qu'une situation apparaît en premier lieu comme une fatalité que le dépassement n'est pas pensable, et ce ne sont pas des utopies d'un monde parfait qui le permettent, mais le fait d'*assumer* sa condition présente, comme l'a conceptualisé Jan Spurk. La reconnaissance d'une situation est en toute logique le préalable indispensable à toute action. C'est toute la question des marges de liberté qui est abordée, la question des « manières de faire avec le monde » (Spurk, 2006, p. 118). Pour l'auteur, qui a construit ces distinctions sur la base des catégories d'Albert Hirschman, les modalités d'action sont au nombre de quatre : l'identification naïve pour un profit maximal, l'arrangement pour le moindre mal, la prise de parole pour tenter de l'améliorer ou le retrait pour subir le moins possible un monde avec lequel le désaccord est probant.

19 Or, il nous est apparu que la position prévalente des dirigeants du monde associatif que nous avons interrogés consiste surtout à ne pas sortir du monde. En effet, quoique leurs propos expriment la nécessité de transformer les manières de penser, force a été de constater dans leurs discours des sortes d'arrangements positionnels pour ne pas sortir de la société. Se situer hors du monde s'est imposé comme une option non viable dans la mesure où une telle posture est socialement extrêmement coûteuse. Les positions que nous avons entendues convergeaient davantage vers une inclusion dans les débats sur les enjeux jugés primordiaux que dans une radicalité qui s'exclut du social. Il importe en quelque sorte de ne pas sortir totalement de la société pour favoriser une action efficace ou pour ne pas subir une marginalité préjudiciable à l'influence sociale de l'association :

Dans le fond, je suis totalement en contradiction avec cette société, mais je m'adapte ! Je ne veux pas vivre de façon marginale. Donc, je suis en contradiction avec cette société dans le sens où il y a peu de positionnements qui émergent, ce qui est vraiment regrettable, mais il ne faut pas pour autant être naïf. Voir les choses en face, c'est arriver à concilier tout ça, tout en allant de l'avant et en saisissant les opportunités. (M. Upsilon)

20 Nous avons ainsi pu observer, dans la vision du monde des dirigeants, un véritable consensus autour de l'idée que toute logique de transformation devait nécessairement s'élaborer de l'intérieur :

Notre rôle, c'est d'essayer justement de changer les choses de l'intérieur. Enfin, ce sont les ONG qui sont aux avant-postes, qui font remonter tous ces messages. Il faut synthétiser et transmettre les informations à la fois au pouvoir politique, aux médias, au grand public, pour alerter et pour essayer justement d'anticiper les changements et d'améliorer le niveau global de l'action. (M. Tau)

Il y a évidemment des choses qui me choquent et que je n'ai pas envie d'accepter et que j'ai même envie de faire différemment. Maintenant, j'ai plutôt une logique de transformation par l'intérieur que de confrontation. Je ne suis pas un révolutionnaire, par exemple. Je ne crois pas au truc : on détruit, on met tout à plat et on essaie de reconstruire. Moi, je suis plutôt à me mettre dans le système, voir comment il fonctionne, et établir des convictions sur la cible, essayer de jouer sur les centres de pouvoir pour amener les choses vers le changement qu'il se doit. Je me revendique comme étant un acteur du dispositif actuel. (M. Alpha)

Bien évidemment, je me sens en contradiction avec beaucoup d'aspects. Enfin, ce qui me touche, et ça a toujours été aussi un peu le moteur de mon engagement, (...) [c'est] l'impression de vivre des choses qui [sont] pour moi inhumaines, incompatibles avec le bien-être et l'épanouissement. Donc, je m'efforce toujours de

chercher des façons de vivre dans cette société. Une sorte de création de sens par le bas et depuis l'intérieur. Et c'est un peu aussi le cas de la société civile, qui tente aujourd'hui d'impulser des réflexions et des changements de pensée et de les faire remonter là où est le pouvoir. (M. Thêta)

Oui, je suis en contradiction, sinon je ne passerais pas mes jours et mes soirées à militer pour changer ce mode de fonctionnement. Et puis, vous savez, l'important là-dedans c'est la constitution de contre-pouvoirs critiques, qui connaissent justement un peu les rouages du système parce qu'ils sont précisément dedans ! (M. Bêta)

- 21 Ici, l'idée centrale est celle d'être en prise avec le monde pour le changer. Dans cette logique, toute posture de radicalité gratuite ne produit qu'inefficacité et exclusion. Il s'agit donc de volontés de positionnement impliquant la nécessité d'insuffler une logique de transformation du système, développée *depuis* l'intérieur du système, et prenant la forme d'un cri d'alarme éducatif où l'esthétique occupe une place importante :

Notre ambition, c'est de montrer le beau, l'esthétique, le fantastique et à la fois la fragilité de l'espèce humaine. Nous, c'est le sublime de toute l'humanité sur laquelle on veut tenter d'éveiller. (M. Gamma)

L'idée, si on devait donner une sorte de finalité, c'est contribuer à l'émergence d'un nouveau paradigme de société où l'humain et le respect de la nature sont au centre des priorités. C'est ce qu'il faut donner à voir. (M. Thêta)

- 22 Il nous apparaît que l'option posturale dominante et assez consensuellement exprimée correspond à la catégorie de la « prise de parole » identifiée par Jan Spurk : une prise de position dans l'espace public permettant d'impulser ce réveil des consciences jugé indispensable pour la pérennité du social. Ces positionnements intentionnels et partagés, ces intentions personnelles d'ordre affectif typiques que nous venons d'exposer se sont avérés véritablement centraux pour saisir le contenu politique de la volonté de sensibilisation – voire de (ré)éducation – à la nature de ces dirigeants, mais aussi, et surtout pour saisir la puissance créatrice que leur confère leur position institutionnelle. Attardons-nous maintenant sur la forme la plus aboutie de cette logique d'intention d'une « prise de parole » visant des considérations systémiques, proposée par les deux figures déjà évoquées, soit Nicolas Hulot et Yann Arthus Bertrand.

Prise de parole et hétéarchie

- 23 Ces deux figures médiatiques présentent l'avantage de bénéficier d'une aura médiatique initiale de très grande ampleur. Mais revenons un instant sur les caractéristiques de leurs deux structures et sur la nature de leurs actions pour mieux saisir le contexte ayant permis leurs « prises de parole ».
- 24 Producteur et animateur de télévision, Nicolas Hulot a mis sa notoriété au service de la protection de l'environnement en créant, en décembre 1990, la Fondation Ushuaia, du nom de son émission de télévision. En janvier 1995, cette fondation a pris le nom de *Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme* et a été reconnue d'utilité publique en août 1996 grâce à l'engagement éducatif, scientifique et culturel au service du développement durable de Nicolas Hulot. La vocation de la fondation est de contribuer à la découverte de la nature et à la protection de l'environnement par l'exploration, la recherche, l'éducation et la communication. Elle a pour but de développer l'éducation à l'environnement en participant à la diffusion de connaissances sur l'état écologique de

la planète : il s'agit de convaincre de la nécessité de freiner l'impact des activités humaines. Dans cette optique, il importe de faire prendre conscience que les engagements écologiques, sociaux et économiques doivent être intégrés entre eux, et qu'ils constituent un investissement important sur le long terme.

- 25 Nicolas Hulot a initié, en 2006, le *Pacte écologique* lancé quelques mois avant les présidentielles. Il a ainsi mis en demeure les présidentiables de se positionner sur des questions cruciales concernant l'écologie. Cette initiative, portée dans un contexte de débat électoral, est à l'origine en partie de l'idée d'un Grenelle de l'environnement, et s'est avérée être une tentative forte d'engager une mutation économique, sociale et culturelle en s'appuyant sur une mobilisation collective. La création de ce pacte écologique a également accentué la popularité de Nicolas Hulot, considéré alors comme un héraut de l'urgence écologique et un véritable porte-parole de la société civile. La notoriété de ce dernier s'est accrue davantage du fait que ce dernier a laissé planer le doute jusque très tard sur sa possible candidature aux présidentielles, modifiant quelque peu le jeu des alliances politiques jusque dans son propre camp.
- 26 Le second, Yann Arthus Bertrand, est initialement photographe, reporter et journaliste. Il crée, en juillet 2005, l'association *Good Planet* dont la mission est d'éveiller à la connaissance des problèmes du monde ainsi qu'au développement durable. L'organisme tente de sensibiliser le public à certaines problématiques écologiques par le biais d'expositions photographiques. À titre d'exemple, l'exposition « 6 milliards d'Autres » s'est proposé de dresser, à l'aide de 3000 interviews, un portrait sensible et humain de la diversité des habitants de la planète. L'objectif de sensibilisation se réalise également par des manifestations culturelles et pédagogiques – telles que « Vivants », qui a été présentée pour la première fois à Paris en 2006 et a ensuite parcouru le monde – ou encore par des productions sur supports audiovisuels.
- 27 Ces deux personnalités, déjà extrêmement médiatiques, ont ce point commun d'avoir tous deux proposé très récemment au grand public des longs métrages relatifs à la protection de la planète visant à susciter un effort de réexamen et de positionnement réflexif et critique. Le premier s'intitule *Home*. Réalisé par Yann Arthus Bertrand, il a été diffusé en simultané dans plus de 181 pays le 5 juin 2009. Ce long métrage d'images aériennes prend la forme d'une sorte de carnet de voyage et tente de montrer la pression que l'Homme fait subir à l'environnement ainsi que les conséquences que cela entraîne, entre autres en ce qui concerne les changements climatiques. Ce film a été présenté par son auteur dans un double objectif : montrer la catastrophe pour éduquer à la prise de conscience, mais également susciter l'espoir. Le long métrage de Nicolas Hulot, présenté quelques mois avant *Home*, s'intitule « *Le syndrome Titanic* ». Sorti le 7 octobre 2009, celui-ci tente, dans un va-et-vient entre l'infiniment grand et l'infiniment petit, de montrer la pluralité des crises qui affectent la planète. Ce film est également porteur d'un double message, où se conjuguent les cris d'alarme et d'espoir.
- 28 En diffusant ces longs métrages, ces deux dirigeants d'associations de défense de la nature ont tenté de présenter, par la puissance de rayonnement du média audiovisuel, un contenu pédagogique suggérant la nécessité de refuser l'absurde en invitant à un réexamen de nature épistémologique et posturale, fondé sur cette idée – fort bien exposé par Serge Latouche dans son ouvrage dénonçant les logiques systémiques de la *Mégamachine* – que « la sagesse exigerait d'ouvrir certains dossiers, en évitant comme on l'a dit de placer les réponses avant les questions. Pour éviter qu'un jour on ne se voit acculés à devoir constater que le rationnel a été mis au service de l'absurde »

(Latouche, 2004, p.101). Il s'agit en somme, pour ces deux défenseurs de l'environnement, de stimuler une prise de conscience de l'urgence de la situation par une mise en valeur esthétique des réalités écologiques. Ils tentent, par ce biais, de proposer une reconsidération du type de développement en cours, faisant la promotion d'un *doute méthodologique* appliqué en quelque sorte à la viabilité environnementale et sociale, en l'absence d'études suffisamment précises, adéquates et développées.

- 29 Il s'agit ainsi, concernant « leurs manières de faire », d'une prise de parole qui passe par l'éducation, misant sur l'esthétique, voire même la contemplation des beautés de la nature, dans une visée politique et éthique de mobilisation relativement à des causes sociales et environnementales étroitement reliées entre elles. Dans leur contexte respectif, ces deux figures médiatiques ont empiriquement appliqué ce désir de « prise de parole » émis « depuis l'intérieur », que leurs visions du monde avaient suscité. À travers un ensemble de médias audiovisuels, ils ont tenté de signifier que « le vrai sens de la vie est ailleurs. Tous le savent. Tous l'oublient » (Guillebaud, 2003, p. 70). Leurs refus positionnels et idéologiques ont pris la forme de résistances, par la prise de parole, à cette amnésie volontaire des sociétés modernes pour tenter d'impulser – par le biais du recours à des contre-pouvoirs critiques – un nouveau rapport au monde qu'il importait alors de rendre visible, en particulier sous sa dimension esthétique. Un tel recours contre l'amnésie s'avère d'autant plus nécessaire que, comme l'a rappelé Erich Fromm, la plus grande faiblesse humaine réside précisément dans le manque de capacité critique, c'est-à-dire d'une part dans le refus d'analyse du système et, d'autre part, dans le primat donné aux avantages personnels sur l'intérêt général. Ici, l'écueil le plus grave consiste à considérer que toucher aux effets revient à modifier les causes et à enrayer le processus (Fromm, 2001).
- 30 Il est donc possible d'observer l'inclusion de nouveaux univers de représentations au moment où la contingence ne permet plus le maintien des précédentes et entraîne la nécessité de « la naissance et du maintien éphémère ou durable de formes nouvelles de la pratique sociale, de nouvelles façons d'organiser la société » (Godelier, 1984, p. 17). Serge Moscovici a mis en lumière ce phénomène, qu'il a nommé « hétérarchie » et qui correspond précisément à « cette époque où les groupes sociaux ont conscience (...) que les rangs, les institutions, leur rapport à la nature sont leur propre création, et qu'ils ont la capacité de les remettre en chantier et de les remodeler » (Moscovici, 2002, p. 159). Une telle prise de position est motivée par le fait qu'ils ont les moyens de parler et de « dire pour faire la vérité en commun » (*ibid.*, p. 159). L'auteur postule que les associations de protection de la nature sont importantes pour la reconstruction d'une sémantique organisationnelle nouvelle.
- 31 Rappelons que la promotion de cette nouvelle rationalité écosociale visant à subordonner la rationalité économique a été précisément au cœur de la constitution de « l'*Alliance pour la Planète* » lors des élections présidentielles de 2007, et que les analyses des programmes des présidentiables par le secteur associatif ont été effectuées selon cette logique. Or, cette possibilité critique de remise en examen des rationalités sous-jacentes aux discours et aux programmes présuppose bien entendu le « débat démocratique », tel que celui qui a eu lieu lors du Grenelle de l'environnement de 2007. Les associations de protection de la nature y ont joué un rôle plus que majeur et ont, conjointement avec les autres représentants de la société civile, engagé un dialogue politique qui, bien qu'abondamment contesté, avait pour ambition d'être constructif dans sa façon de questionner les modalités d'action d'une rationalité jugée trop

économique. Il y avait déjà une volonté intrinsèque d'intervention sur le système ou sur la *Mégamachine*, tel que l'entend Serge Latouche (2004).

- 32 Cette volonté théorique d'agir sur les conditions matérielles et sociales d'existence pour les transformer justifie le recours à de nouvelles formes de pratiques sociales et souligne l'importance de représentations alternatives. C'est bien entendu l'action des Hommes qui construit ou déconstruit les rapports sociaux (érosion, destruction ou ajustement), au cœur de l'incontournable relation avec la nature. Toute société est en effet soumise « aux contraintes matérielles de la nature qui l'entoure, de l'écosystème où elle est immergée, sans que jamais ces contraintes ne cessent d'agir » (Godelier, 1984, p. 17). Des ajustements sont d'autant plus nécessaires que le rapport que l'humain entretient à la nature pèse considérablement sur le processus de production de la société – et ce à plus forte raison quand l'*infrastructure* est menacée. Elles sont nécessaires encore, car ce sont précisément ces ajustements qui permettent le dépassement.
- 33 Un nouveau type de société est ainsi fortement appelée des vœux des dirigeants associatifs que nous avons interviewés, comme les films de deux d'entre eux l'indiquent. Pour ces dirigeants, très politisés, la *nécessité contingente* s'impose comme le motif justifiant le passage à une nouvelle vision du monde et à une nouvelle « anthropologie économique » permettant de stopper le processus d'érosion, voire de destruction des ressources de la planète en fonction d'un modèle économique dominant. En d'autres termes, c'est toujours dans ce lien à la contingence, dans « ce rapport de co-naissance avec le réel social » (*ibid.*, p. 218) que l'individu tente d'*intervenir* sur le système. Or, c'est seulement en tenant compte du jeu spécifique de chacun des niveaux de fonctionnement d'un système économique et social qu'il est possible de déceler la logique des divers modes de représentation de l'environnement au sein d'une société. Ces modes représentationnels constituent, pour les individus, un système d'information sur leurs propres rapports sociaux et sur leur rapport avec leur environnement. C'est, par conséquent, à l'aune des ressentis et des inscriptions identitaires des individus d'une société qu'il est possible de délimiter les modalités de leurs interventions sur le système.

C'est seulement en tenant compte de ce que nous appellerons la transparence et l'opacité des propriétés des systèmes sociaux que l'on peut comprendre les conduites des individus et des groupes (...), et expliquer les formes et mesurer l'efficacité de leur intervention sur leur système. (Godelier, 1984, p. 47)

De « l'écologie d'intention » à « l'écologie d'invention »

- 34 Nous souhaiterions terminer en insistant sur la notion d'engagement. Il y a en effet, dans cette dynamique de sensibilisation aux problématiques environnementales à travers des supports visuels et audiovisuels, une volonté qui tient à la fois du social et de l'individuel. Le rôle social est incorporé dans la vision que l'individu engagé a de lui-même. Cet aspect d'une implication identitaire est d'autant plus important qu'il s'agit d'un processus fondamentalement circulaire. Cette implication lie l'individu au système et le système à l'individu, et permet donc l'action de l'un sur l'autre. Comme l'a rappelé Laurent Willemetz (2004, p. 77), l'engagement devient un élément central de l'identité sociale d'un individu, et « la persévérance militante, une condition de possibilité de la fidélité envers soi-même et de la conservation d'une estime de soi ». L'existence de pratiques qui confèrent une crédibilité aux représentations ou significations au regard

desquelles l'individu se situe à la fois dans une trajectoire personnelle et dans le monde social est, de fait, extrêmement importante. C'est précisément *cette circulation de sens* entre représentations et pratiques, et entre l'identité individuelle et l'insertion dans un collectif, qui permet la réalisation d'actions nouvelles dans des champs nouveaux – comme celles de Yann Arthus Bertrand ou de Nicolas Hulot, à la fois esthétiques et *instituant*.

- 35 Ainsi, si l'on ne peut véritablement nier l'aspect assez conformiste et banalisé de *l'écologie d'intentions* – qui a notamment prévalu en France en 2007 lors du Grenelle de l'environnement – il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'une stimulation de pensées visant à approfondir « les éléments encore mystérieux d'une *écologie d'inventions* » (Moscovici, 2002, p. 165). Pour Moscovici, ce qui manque pour réaliser une écologie d'inventions, c'est l'expérience pratique elle-même. L'importance accordée aujourd'hui aux revendications basées sur des mondes vécus, incarnées dans l'action effective de ces dirigeants associatifs, peut constituer une prémisse à l'« invention ». La dynamique d'intégration de l'engagement social et de la vie personnelle s'avère aussi un préalable non négligeable à l'action politique.
- 36 En effet, toutes controversées qu'elles puissent être, les actions politique et pédagogique des deux figures d'un Nouveau Monde associatif que sont Nicolas Hulot et Yann Arthus Bertrand – figures à la fois institutionnellement reconnues et largement médiatiques, donc fort estimées dans la totalité de la sphère publique – peuvent être comprises comme un recours à une forme *d'esthétique instituant*. On y trouve une logique d'action fondamentalement *esthétique* en ce qu'elle passe par la diffusion de films invitant à porter un autre type de regard sur le monde, stimulant à travers l'image et la narration une critique sociale des problématiques écologiques. Mais cette même logique d'action est également *instituant* en ce que ce réveil par le beau est susceptible de toucher les consciences et de stimuler l'enthousiasme pour le changement. Mais ici, la logique d'intention soulève toutefois des enjeux. *L'industrie culturelle* verte n'a pas encore révélé tous ses paradoxes, mais il n'est pas à exclure que cette forme de récupération de l'environnement comme objet de productions « industrielles » contribue à vicier le rapport social à celui-ci.

BIBLIOGRAPHIE

- Bozonnet, J.-P. (2007). Les métamorphoses du récit écologiste et son appropriation par la société civile. *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 39(3), 311-342.
- Fromm, E. (2001). *L'homme et son utopie*. Paris : Desclée de Brouwer. Godelier, M. (1984). *L'idéal et le matériel*. Paris : Fayard.
- Guillebaud, J.-C. (2003). *Le goût de l'avenir*. Paris : Seuil.
- Hirschman, A. (1980). *Les passions et les intérêts*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Latouche, S. (2004). *La Mégamachine, raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*. Paris : MAUSS - La Découverte.

- Moscovici, S. (1979). *Psychologies des minorités actives*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Moscovici, S. (2002). *De la nature. Pour repenser l'écologie*. Paris : Métailié.
- Ricœur, P. (1978). *Sémantique de l'action*. Paris : CNRS Éditions - Centre d'Histoire des sciences et des doctrines.
- Spurk, J. (2006). *Quel avenir pour la sociologie ? Quêtes de sens et compréhension du monde social*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Tönnies, F. (1944). *Communauté et société*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Willemez, L. (2004). Persevere diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social. *Lien social et politique*, 51, 71-82.

RÉSUMÉS

En France, un certain nombre d'associations environnementales connaissent un poids consultatif grandissant depuis la tenue en 2007 des rencontres politiques multipartites appelées « le Grenelle de l'environnement ». Cette initiative a en effet renforcé et permis de consacrer la légitimité para-politique d'associations considérées comme majeures dans la préservation de l'environnement, impactant de fait la nature et la diversité des actions de leurs dirigeants. Leur agir politique – soit leur poids instituant – se situe dans un champ qualifiable d'idéal, souvent à la lisière du symbolique, voire de l'archétypal, mais il constitue pourtant en France la part la plus visible de l'action environnementale. Cette nouvelle réalité associative est incontestablement partie prenante d'une forme « d'industrie culturelle verte », mais il faut reconnaître qu'elle parvient, par une diffusion large et une médiatisation de grande ampleur de ses objets de contestation, à contribuer et à générer un nouveau rapport sociétal à la nature, à caractère éthique et esthétique.

In France, a certain number of environmental associations have developed a wider influence since the 2007 multiparty political meetings, known as "le Grenelle de l'environnement". This initiative in effect has reinforced the para-political legitimacy of major environmental preservation associations, thus impacting the nature and diversity of possible actions by their leaders. Their political action can often be qualified as symbolic or archetypal, but still represents the most visible part of environmental action in France. This new associative reality is incontestably part of what can be called the "green cultural industry", but still has contributed, through wide and large-scale media coverage, to create a new way in which society relates to nature, characterized by ethical and esthetic dimensions.

AUTEUR

ALICE CANABATE

Docteure en sociologie de l'Université Paris-Descartes, qualifiée aux fonctions de Maître de conférence, elle a soutenu, en novembre 2009, une thèse conduite au sein du CERSES-CNRS sous la direction de Jan Spurk, intitulée « Les visions du monde des dirigeants associatifs de protection de la nature : Entre quêtes de sens et rationalité d'actions ». Également diplômée en histoire de l'Université Paris I et en ethnologie religieuse de l'Université Paris VII, elle a enseigné l'histoire et la sociologie en qualité d'attachée temporaire d'études et de recherches, à l'Université Paris-Descartes entre 2008 et 2010.